

5 octobre 2024 - [Seul le prononcé fait foi](#)

[Télécharger le .pdf](#)

Conférence de presse à l'issue du Sommet de la Francophonie.

Emmanuel MACRON

Madame la Secrétaire générale,
Monsieur le vice Premier ministre du Cambodge,
Mesdames et Messieurs en vos grades et qualités.

Ce fut un très grand honneur pour nous d'accueillir à Villers-Cotterêts, à la Cité internationale de la langue française et aujourd'hui à Paris, dans ce Grand Palais rénové, le XIX^e Sommet de la francophonie.

Je veux remercier l'ensemble des participants venus du monde entier, puisque ce sommet rassemblait plus de 100 gouvernements, à la fois, les 88 membres de l'Organisation internationale de la Francophonie, mais aussi des pays invités, des organisations internationales et des représentants du monde de l'entreprise, de la culture, du monde universitaire. Au total, ce sommet a réuni près de 50 chefs d'État et de Gouvernement, y compris des représentants de régions engagées dans la francophonie. Cela dit bien la vitalité de notre organisation.

La francophonie, en effet, je veux le redire ici, est un espace d'avenir. Nous sommes sur tous les continents avec plus de 320 millions de locuteurs et bientôt la troisième langue parlée au monde. Nous accueillons en outre de nouveaux membres cette année, l'Angola, le Chili et de nouvelles régions avec le land allemand de la Sarre, la province canadienne de la Nouvelle-Écosse et la Polynésie française. Le Ghana et Chypre sont devenus, quant à elles, membres de plein droit. Tous ensemble, nous avons évoqué les sujets qui comptent pour nous tous, avec le double objectif d'accélérer la coopération au sein de la francophonie dans les domaines économiques, éducatifs et culturels, mais aussi de porter ensemble une ambition commune sur les grands enjeux globaux et la solution des crises.

Je veux tout particulièrement remercier pour son travail à cette occasion, Madame la Secrétaire générale, chère Louise, pour tout le travail fait par l'organisation sur ces sujets.

Alors, s'agissant de la paix et de la sécurité, notre sommet a été marqué par l'actualité dramatique du Proche-Orient. Nous avons dit notre solidarité avec le Liban, nous sommes exprimés unanimement en faveur d'un cessez-le-feu immédiat et durable et avons dit notre engagement pour la désescalade des tensions dans la région. Nous voulons la paix et la sécurité pour tous. Je remercie notamment nos partenaires de l'OIF d'avoir approuvé l'organisation par la France d'une conférence internationale de soutien au Liban qui se tiendra ce mois d'octobre. À Haïti, l'OIF et le Canada tout particulièrement, dont je salue l'engagement, sont mobilisés. Nos amis haïtiens ont tout notre soutien. Nous l'avons rappelé, la discussion à huis clos a illustré celui-ci.

En Guinée, la mise en place d'un mécanisme de suivi des états suspendus a conduit à la réintégration du pays au sein de l'organisation pour ce sommet, et je vous remercie, Madame la Secrétaire générale, pour les efforts menés à ce titre. Au nom de nos valeurs communes, nous avons aussi formulé un message conjoint sur la fin de la guerre à Gaza comme en Ukraine. Pour nous, il n'y a pas de double standard, une vie égale une vie. C'est pourquoi nous avons aussi dit notre préoccupation concernant la catastrophe humanitaire au Soudan, à l'occasion de ce Sommet. Nous avons partagé notre soutien à l'Arménie. Et le Premier ministre a eu l'occasion de s'exprimer clairement lors de notre huis clos. Nous avons aussi redit l'importance de parvenir à une solution durable des crises dans la région des Grands Lacs, apporter notre solidarité avec la RDC, appeler au respect de sa souveraineté, demander une solution régionale et appeler aussi à tous les efforts de sécurisation et de démilitarisation qui sont attendus de chacune des parties prenantes. Sur le Sahel, nous avons exprimé notre volonté que l'OIF soit force de propositions et d'actions, comme elle l'a été à l'égard de la Guinée.

Sur les questions essentielles du climat, de l'environnement et des grands enjeux qui concernent la planète tout entière, nous avons décidé de lancer des consultations francophones en amont des échéances à venir, qu'il s'agisse de la COP climat ou de la Conférence des Nations unies pour les océans. Nous avons redit notre ambition sur le financement de l'adaptation pour lutter contre le changement climatique, pour compenser les pertes et dommages. Et il y aura un travail conjoint de la francophonie pour préparer la Conférence des Nations unies sur l'océan de Nice et en particulier obtenir les ratifications du traité des BBNJ en ce sens.

Nous sommes aussi mobilisés sur les enjeux de santé mondiale autour des projets de l'Organisation mondiale de la Santé. Je pense à l'Académie mondiale de la santé qui se constitue à Lyon et qui aura un impact important pour la formation des professionnels de santé, en particulier pour le continent africain. En un mot, nous avons décidé d'agir dans l'esprit qui nous a précédemment rassemblés pour adopter le pacte de Paris pour les peuples et la planète en juin 2023. Au fond, c'est notre volonté, faire de la francophonie un espace de concertation, de convergence utile pour avoir un multilatéralisme plus efficace et nous organiser d'une même voie, tous ensemble. C'est aussi pour cela que la francophonie soutient les deux sièges de membres permanents du Conseil de sécurité des Nations unies à l'Afrique. Et nous l'avons réitéré. Ensuite, le dynamisme de notre francophonie, avancé sur les fronts que nous avons mis au cœur de cet agenda, à la fois dans nos discussions et par les événements qui ont été organisés par ailleurs.

Sur le front économique, vous le savez, c'était une de nos volontés lors de ce Sommet. Je veux saluer le salon Francotech qui a accueilli 200 exposants, 2 000 professionnels, 100 pays différents, l'Alliance francophone de la propriété intellectuelle, qui nous a permis là aussi d'avancer sur ce front en espace francophone pour encourager l'innovation et le dépôt de brevets en langue française, et notre mobilisation en faveur du droit d'auteur dans l'espace numérique francophone. Nous avons aussi défini une mobilisation inédite pour une modération dans la langue française et lancé l'appel de Villers-Cotterêts aux grandes plateformes numériques qui a été cosignée par plusieurs régulateurs, mais aussi grandes plateformes qui se sont engagées à des mesures concrètes en faveur de la transparence, de la modération, pour la lutte contre les discours de haine en ligne. L'intelligence artificielle a aussi nourri nos travaux et nous voulons que les francophones aient accès à cette révolution et que le français puisse l'irriguer. C'est pourquoi nous avons créé un centre de référence pour l'IA et la francophonie qui s'articule étroitement avec l'Alliance européenne pour les technologies des langues, qui sera hébergé également à la Cité internationale de la francophonie. Et nous sommes engagés pour les modèles ouverts. Nous avons aussi pris des mesures concrètes avec la création du réseau francophone de l'éducation aux médias et à l'information, s'inscrivant dans la dynamique globale portée par l'UNESCO et la mobilisation du réseau Théophraste, des centres de formation en journalisme pour développer les compétences en matière de lutte contre la désinformation dans les médias de la francophonie.

Et puis, sur le plan éducatif et culturel, plusieurs engagements ont été pris, un effort que nous portons depuis 2017 avec la démultiplication des centres régionaux francophones pour l'enseignement du français, les réformes que la France a elle-même portées. Nous avons installé à l'occasion de ce sommet le collège international de Villers-Cotterêts, laboratoire d'excellence qui formera dès l'année prochaine des enseignants du français, des traducteurs, des interprètes en français vers le français et accompagnera des chercheurs et des experts pour créer une réelle communauté de cadres éducatifs francophones. Nous reprendrons toutes nos parts dans ces efforts, puisque l'Agence française de développement, avec 500 millions d'euros par an et plus d'un milliard d'euros depuis 2018, cite particulièrement l'enseignement du français. Au-delà du réseau d'écoles d'enseignement en français, je veux aussi rappeler la mobilisation que nous avons aux côtés de l'œuvre d'Orient, ô combien importante dans une région si touchée par les conflits évoqués précédemment.

Et puis, je veux également avoir un mot pour la mobilité de nos concitoyens. Nous avons décidé de faciliter les échanges universitaires avec la mise en réseau de 1 100 universités et centres de recherche de l'Agence universitaire de la Francophonie, dont je salue l'engagement. 120 pays, grâce au programme international Mobilité et employabilité francophone, très important et que nous soutenons. Et nous soutenons également cette idée d'un classement de Paris pour les universités francophones qui permettra de mettre au cœur de notre francophonie un classement au sein de cet espace de nos grandes universités. Nous avons lancé le programme des Volontaires unis pour la Francophonie qui permettra à nos jeunes ressortissants des États membres de l'OIF de découvrir un autre pays de l'espace francophone au travers de missions de plusieurs mois. Et je veux aussi dire ici que désormais, une procédure en ligne simplifiera les demandes de visas par l'authentification de la qualité de diplômé d'excellence en amont du dépôt de la demande du visa pour aussi simplifier les choses.

Enfin, en parlant de culture, et je l'évoquais hier à Villers-Cotterêts, plusieurs initiatives ont été prises, de la collection Fenêtres pour les traductions, à la nouvelle présidence de TV5 Monde, avec Madame Younes, que je félicite, et au renforcement de la chaîne jeunesse TV5 Maghreb. Et évidemment, en félicitant à toutes celles et ceux qui ont contribué et continueront jusqu'à demain soir à contribuer à notre festival de la francophonie, refaire le monde. Voilà, Mesdames et Messieurs ce que je souhaitais dire à l'issue de ce sommet, en vous remerciant, Madame la secrétaire générale, vous, vos équipes et tous les États membres pour justement ces résultats, en vous disant que la décision a été prise que le 20^e sommet serait organisé au Cambodge en 2026. Et après avoir félicité sa Majesté le roi, je veux vous dire véritablement notre soutien, notre enthousiasme, Monsieur le vice Premier ministre, et nos félicitations pour cette décision. Merci beaucoup pour votre attention. Et Madame la Secrétaire générale, je vous cède la parole.

Intervention de Mme Louise MUSHIKIWABO

Emmanuel MACRON

Merci madame la secrétaire générale. Monsieur le vice Premier ministre.

Intervention du Vice-Premier Ministre Wang Yi

Emmanuel MACRON

Félicitations !

(Applaudissements)

Nous allons prendre maintenant, je crois qu'il est prévu 4 questions. Ah bah voilà, quelqu'un a le micro.

Journaliste

Bonjour, Madame la Secrétaire générale. Bonjour, Monsieur le vice-président. Alors la situation au Proche-Orient, vous l'avez dit, a occupé une partie de vos discussions depuis deux jours. Monsieur MACRON, vous avez déclaré dans un entretien à France Inter qu'il fallait cesser de livrer des armes pour mener les combats sur Gaza. Alors à qui adressez-vous ce message ? Est-ce que le président américain, Joe BIDEN, est le premier destinataire de ce message ? Et par ailleurs, comment pouvez-vous vérifier que le matériel dit défensif qui est fourni par la France n'est pas utilisé de manière même détournée par Israël dans des frappes sur Gaza ou sur le Liban ? Je vous remercie.

Emmanuel MACRON

Merci beaucoup. Je peux vous confirmer sur le deuxième point que ça n'est absolument pas le cas. Ensuite, je veux simplement dire la cohérence de notre position depuis le début. Nous sommes en solidarité avec la sécurité d'Israël. Et je le dis à deux jours du 7 octobre, alors même que nous prendrons plusieurs initiatives à cette occasion pour montrer que nous n'oublions rien. Et je le dis en ayant une pensée toute particulière pour les familles de victimes et d'otages. Je recevrai moi-même à Paris les familles d'otages, françaises et franco-israéliennes, et je recevrai les familles de victimes vivantes en France.

J'ai demandé au ministre des Affaires étrangères de faire une tournée dans la région. Il sera lundi en Israël et recevra, avec un message de ma part, les familles franco-israéliennes de victimes. La France, au-delà de ce message de solidarité — et réitérant le fait que nous n'oublions rien et que nous demandons la libération des otages — est aux côtés d'Israël et de sa sécurité. Et là-dessus, c'est sans ambiguïté. Nous l'avons encore montré ces derniers jours, lorsque l'Iran a déclenché des frappes, la France était mobilisée et j'ai tout de suite accédé à la demande du Premier ministre NETANYAHOU pour participer à la sécurité d'Israël.

Néanmoins, nous essayons aussi d'être cohérents. Et lorsque nous demandons des cessez-le-feu, c'est le cas pour Gaza, ça a aussi été le cas pour le Liban la semaine dernière, eh bien, nous tâchons de ne pas demander un cessez-le-feu tout en continuant à livrer les armes de la guerre. Et je pense que c'est simplement de la cohérence. Et donc, je vous confirme que, pour ma part, je considère qu'aujourd'hui, de cessez-le-feu à Gaza est une priorité pour permettre de reprendre les actions humanitaires à plein et permettre aussi de travailler à la solution politique qui seule assurera la paix et la sécurité pour tous, avec les deux États à la clé. Et pour ce qui est du Liban, nous appelons aussi au cessez-le-feu, et je note demeurant que la semaine dernière, à New York, le président BIDEN, comme moi-même, avons endossé un texte de cessez-le-feu, et donc que les États-Unis d'Amérique étaient favorables pour le Liban. Que ce texte avait été discuté avec, à la fois les composantes libanaises et Israël, pour le conclure. Et je regrette que le Premier ministre NETANYAHOU ait fait un autre choix et pris cette responsabilité, en particulier d'opérations terrestres, sur le sol libanais. Et donc oui, si on appelle à un cessez-le-feu, la cohérence est de ne pas fournir les armes de la guerre, et je pense que ceux qui la fournissent ne peuvent pas, chaque jour, appeler à nos côtés au cessez-le-feu et continuer de les approvisionner. Sur le Liban, puisque vous m'offrez l'occasion d'en parler, je voudrais là aussi confirmer, comme je l'ai fait dans mon propos introductif, le fait que nous tiendrons donc dans les toutes prochaines semaines cette conférence de soutien qui a vocation à apporter de l'aide humanitaire et à consolider les efforts de la communauté internationale, et à apporter aussi des éléments de soutien aux forces armées libanaises pour sécuriser, en particulier le Sud-Liban.

Journaliste

Monsieur le Président, bonjour. Le président congolais Félix TSHISEKEDI n'a pas participé à l'entièreté de la session aujourd'hui. Il est parti ce matin. Il est parti pour vous montrer qu'il était mécontent du fait qu'hier, dans vos discours inauguraux, vous n'avez pas parlé parmi les grands conflits de cette planète, celui dans l'est de la RDC. Je note que vous l'avez fait ce soir. Mais pourquoi cette omission hier ? Et aussi, vous aviez l'ambition de réunir Paul KAGAME et Félix TSHISEKEDI autour de la même table. Pour ce soir, il y a un président qui n'est pas là. Est-ce que vous avez toujours l'intention de jouer un rôle dans le processus de médiation ?

Emmanuel MACRON

Merci beaucoup. Écoutez, je retiens surtout qu'hier, j'ai passé une heure et demie en tête-à-tête avec le Président TSHISEKEDI. Et donc, il sait l'engagement de la France sur ce sujet, comme j'ai passé une heure et demie en tête-à-tête avec le président KAGAME ce matin. Et donc, oui, la France, la Francophonie, reste mobilisée pour résoudre cette crise qui impacte gravement la RDC. Et je réitère notre solidarité. Nous condamnons la violence, les actions de tous les groupes armés opérant en RDC et les atteintes à sa souveraineté territoriale. Et il n'y a pas d'ambiguïté sur ce point. Hier, je l'ai dit moi-même, je n'ai été que parcellaire dans les citations. Et il y a beaucoup de crises, de tensions, de situations de guerre que je n'ai pas citées. Juste après mon discours, j'ai retrouvé le président du Laos et on a parlé de la Birmanie. Et je n'ai pas parlé, en effet, aussi de ce qui s'y joue. Donc qu'il n'y ait pas de malentendu. Il se trouve pendant ces deux jours, le conflit sur lequel j'ai passé le plus de temps dans les réunions parallèles, ...

Nous encourageons très clairement la RDC et le Rwanda à parvenir à un accord dans le cadre de la médiation angolaise. L'OIF doit jouer un rôle en soutien des efforts régionaux à ce titre. Et je l'ai dit successivement au président de TSHISEKEDI et au président KAGAME. Enfin, pour ce qui est de la France, nous avons toujours été clairs. Et je l'ai redit aussi à l'un et à l'autre. Nous appelons au retrait du M23 et des troupes rwandaises. Nous appelons aussi à procéder au démantèlement des FDLR et à tous les groupes armés en RDC et à l'arrêt des discours de haine. Nous appelons à la reprise d'un processus politique avec le M23 et toutes les composantes politiques pour permettre justement un chemin de paix et le retour plein et entier de la souveraineté et de l'intégrité territoriale de la RDC. Et donc nous souhaitons une approche globale pour régler le conflit en profondeur. C'est ce que j'ai évoqué avec les deux présidents. Successivement, il n'a pas été souhaité une réunion à 3 que j'appelais de mes vœux. Je pense que la situation est encore trop tendue. Néanmoins, je note que le cessez-le-feu et que la situation sur place s'est un peu améliorée par rapport à ce qu'on a pu connaître il y a plusieurs semaines et plusieurs mois. Elle est évidemment très précaire. Et donc, nous allons continuer de nous engager sur la base des quelques principes que nous avons toujours tenus et que je réitère ici, et aux côtés de la médiation angolaise pour que cette situation puisse progresser. Elle suppose des efforts de part et d'autre. Ils sont indispensables. Mais très clairement, il n'y a pas de double standard dans la diplomatie de la France. Et donc nous sommes attachés à la souveraineté et l'intégrité territoriale partout.

Journaliste

Bonsoir, Madame la Secrétaire générale, Monsieur le vice-premier ministre. Monsieur le Président. Ma question s'adresse à vous. Vous présiderez jeudi prochain le Conseil des ministres, lors duquel Michel BARNIER doit présenter le Budget avec l'objectif de réduire le déficit de la France. Est-ce que vous estimez être responsable de l'état des finances publiques que Monsieur BARNIER dit lui-même avoir trouvé à son arrivée à Matignon ? Et puisque vous vous voulez le garant de l'indépendance, de la crédibilité, de la compétitivité de la France, que pensez-vous des hausses d'impôts qui vont arriver, vous qui avez toujours refusé ces hausses d'impôts ? Et puis, que pensez-vous des mesures d'économie comme, par exemple, le décalage de la revalorisation des retraites, vous qui avez connu aussi l'expérience soit des Gilets jaunes, soit de la colère des retraités ? Je vous remercie.

Emmanuel MACRON

Je vous confirme que là où je suis, je veille à l'indépendance et la stabilité du pays et je le fais depuis 7 ans à travers les crises, et n'oubliant pas tout ce que nous avons fait pendant ces crises. Je ne vois d'aucun qui disaient qu'on faisait trop peu nous reprocher aujourd'hui peut-être d'avoir fait trop tout court. J'essaie d'être cohérent. Pour le reste, je ne ferai pas de commentaires sur le travail gouvernemental. Il appartient au Premier ministre de mener les affaires de son Gouvernement et de le faire en dialogue avec les groupes parlementaires où il me semble qu'il y a des responsables avec lesquels il doit construire la solution et qui ont une vision assez claire de la gestion et des affaires publiques et du budget de ces derniers mois et de ces dernières années. C'est dans ce dialogue politique et responsable, au service du pays, de son indépendance, dans le respect des Français, que les travaux doivent être menés. Et il appartient à ces responsables politiques de le faire.

Journaliste

Monsieur le Président, vous avez déclaré que vous ne voulez pas du Liban, un nouveau Gaza. Comment comptez-vous vous y prendre alors qu'une simple déclaration de solidarité au cours de ce Sommet a été vidée de son sens en autant tout ce qui a rapport avec les frappes israéliennes sur la population civile ? Et y a-t-il des négociations avec le Hezbollah pour le pousser également à faire des concessions ? Merci.

Emmanuel MACRON

Merci. Je ne sous-estimerai pas l'importance de cette déclaration de soutien au Liban et de solidarité au Liban. Elle est importante et c'est une voix claire de l'OIF. Pour ce qui est de la France, je l'ai dit, nous organiserons cette conférence. Je suis en lien permanent avec le Premier ministre et nous avons des liens permanents avec l'ensemble des protagonistes. Le ministre est de retour dans la région et mène pour se faire des concertations dans tous les pays voisins et retournera au Liban, au côté aussi, du travail qui est mené par notre envoyé spécial, Monsieur LE DRIAN, pour la question présidentielle. La première chose, c'est d'obtenir un cessez-le-feu. La deuxième chose, c'est de — et elle n'est pas dépendante de la première — mais c'est de mener le travail humanitaire. Évidemment, le cessez-le-feu permet de le faire dans des conditions qui sont les plus apaisées, mais de toute façon, nous le faisons et nous l'avons déjà fait en apportant deux tonnes de matériel humanitaire il y a quelques jours. Et donc, c'est le travail humanitaire et c'est le but, l'un des objectifs de cette conférence. La troisième, c'est d'aider les forces armées libanaises à se reconstituer pleinement et à pouvoir assurer la sécurité et la stabilité du pays, car elles seules en ont la légitimité. Et quatrième, c'est de mener le travail politique avec toutes les parties prenantes. Et enfin, c'est évidemment de se doter d'institutions stables. Et donc la France reste mobilisée et les prochains jours seront déterminants pour obtenir le cessez-le-feu et poursuivre le travail humanitaire. En tout cas, ne doutez pas de notre engagement, notre volonté et aussi de la cohérence qui est la nôtre dans laquelle nous essaierons d'engager le maximum de nos collègues. Je veux en tout cas, plus simplement, avoir un mot d'affection et de soutien pour le Liban aujourd'hui. Merci pour votre attention. Merci, Madame la Secrétaire générale, pour tout vos travaux. Merci, Monsieur le vice-premier ministre, et félicitations. Et je félicite l'ensemble des équipes du Sommet pour l'organisation, le travail et le parfait déroulement de ces deux jours. Merci beaucoup.